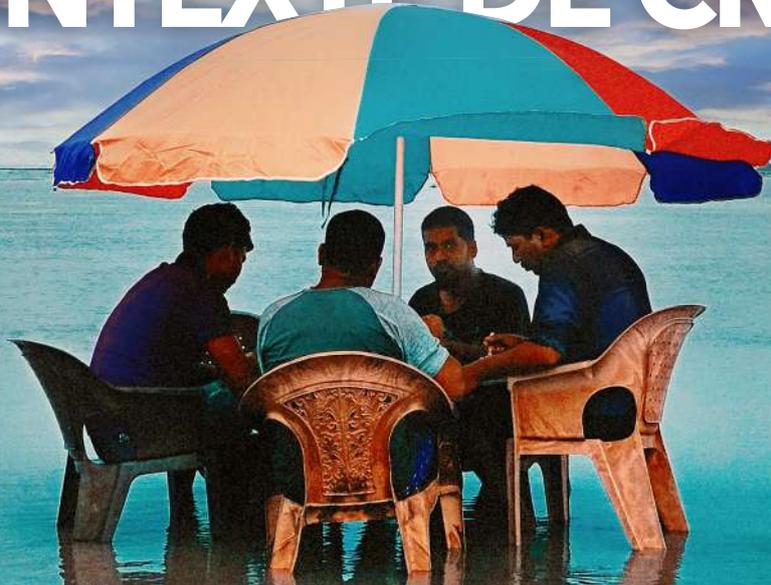




PAYS DE LA LOIRE  
**COOPÉRATION**  
INTERNATIONALE

DOSSIER

# COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE



**PIERRE MICHELETTI**

La constellation  
humanitaire  
face aux crises

**INFOGRAPHIE**

Coopérer  
en contexte de crise

**TÉMOIGNAGES**

en Pays de la Loire

## SOMMAIRE



Coopérer en  
contexte de crise

### Dossier

P.10



Pierre Micheletti :  
La constellation  
humanitaire face  
au crise

### Entretien

P.16



Coopérer en  
contexte de crise

### Infographie

P.26



TÉMOIGNAGES  
en Pays de la Loire

P.22

#### REVUE DU RÉSEAU N°## - COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE

**Comité de rédaction** Centraider, Lianes Coopération, Gescod, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Territoires Solidaires, Yvelines Coopération internationale et développement • **Contributeurs** Simoné Giovetti - Cités Unies France, Karib Horizons, Lianes Coopération, Boris Martin, Pierre Micheletti • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Elaboration de la revue** Equipe de Pays de la Loire Coopération Internationale • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Visuel de couverture** unsplash.com / Guillaume Guetreau - Centraider • **Directeur de publication** Lisa Reigner • **Imprimeur** Imprimerie SETIG • **Contact** Lisa Reigner, chargée de communication / communication@paysdelaloire-coopération-internationale.org/ contact@paysdelaloire-cooperation-internationale.org • **Pays de la Loire Coopération Internationale** est une association loi 1901 soutenue par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, le Conseil Régional des Pays de la Loire et l'Agence Française de Développement • [www.paysdelaloire-cooperation-internationale.org/](http://www.paysdelaloire-cooperation-internationale.org/)

D

ans un monde en perpétuelle mutation, les crises se multiplient, prenant des formes variées et parfois inattendues. Qu'elles soient sanitaires, sociales, économiques, politiques, ou diplomatiques, ces crises ont un point commun : elles transcendent les frontières nationales, défiant ainsi les réponses unilatérales et mettant en lumière l'impérieuse nécessité d'une coopération internationale efficace.

La pandémie de COVID-19 a été un réveil brutal, rappelant à tous l'interconnexion profonde de nos sociétés. Les premières réponses ont souvent été marquées par le repli sur soi. Les pénuries de fournitures médicales, les fermetures de frontières et les rivalités pour l'accès aux vaccins ont illustré les limites d'une approche nationale face à une crise d'une telle ampleur. Pour autant, la pandémie a également mis en lumière des exemples de coopération internationale fructueuse et démontré l'importance d'une solidarité internationale pour assurer un accès équitable à l'information et aux ressources.

Mais la pandémie n'est qu'une facette des multiples crises auxquelles le monde est confronté. Les bouleversements sociaux et économiques, exacerbés par la pandémie, ont mis en évidence les inégalités structurelles au sein et entre les pays. Les mouvements de protestation et les appels à l'action pour la justice sociale résonnent à travers le monde, soulignant l'urgence d'une coopération internationale renforcée pour combattre les racines profondes de ces crises. De même, les tensions géopolitiques croissantes et les conflits régionaux démontrent la nécessité d'une diplomatie multilatérale pour prévenir les escalades et promouvoir la paix et la sécurité mondiales.

Dans ce contexte en constante évolution, il est impératif que les pratiques de coopération internationale s'adaptent et se renforcent, en alignement avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations Unies. Ces objectifs, qui englobent des domaines allant de la réduction



”

**En favorisant la coopération internationale et en facilitant l'échange de bonnes pratiques, les réseaux régionaux multi-acteurs peuvent contribuer de manière significative à renforcer la résilience des communautés face aux crises.**

tion de la pauvreté à l'action pour le climat en passant par l'égalité des genres, fournissent un cadre structurant pour orienter nos actions vers un avenir plus durable et équitable pour tous.

Dans cette dynamique, les réseaux régionaux multi-acteurs peuvent jouer un rôle crucial. En favorisant la coopération internationale et en facilitant l'échange de bonnes pratiques, ces réseaux peuvent contribuer de manière significative à renforcer la résilience des communautés face aux crises. En intégrant les ODD dans leurs stratégies et en collaborant étroitement avec les acteurs régionaux, nationaux et internationaux, ces réseaux peuvent devenir des catalyseurs de progrès, favorisant une approche holistique et intégrée pour aborder les défis complexes auxquels nous sommes confrontés. Ils peuvent également servir de plateforme pour promouvoir le dialogue et la coopération entre les différents acteurs, renforçant ainsi la légitimité et l'efficacité des actions entreprises.

En fin de compte, les crises peuvent être des moments de rupture, mais aussi d'opportunité. Elles nous rappellent notre interdépendance et la nécessité d'une solidarité mondiale pour surmonter les défis communs. En intensifiant la coopération internationale et en adoptant des approches inclusives et équitables, nous pouvons transformer les crises en accélérateurs de changement positif, vers un monde plus résilient, juste et pacifique.

**Mathilde Beziau** > Directrice de Pays de la Loire  
Coopération Internationale

DOSSIER

# COOPÉRER EN CONTEXTE DE CRISE

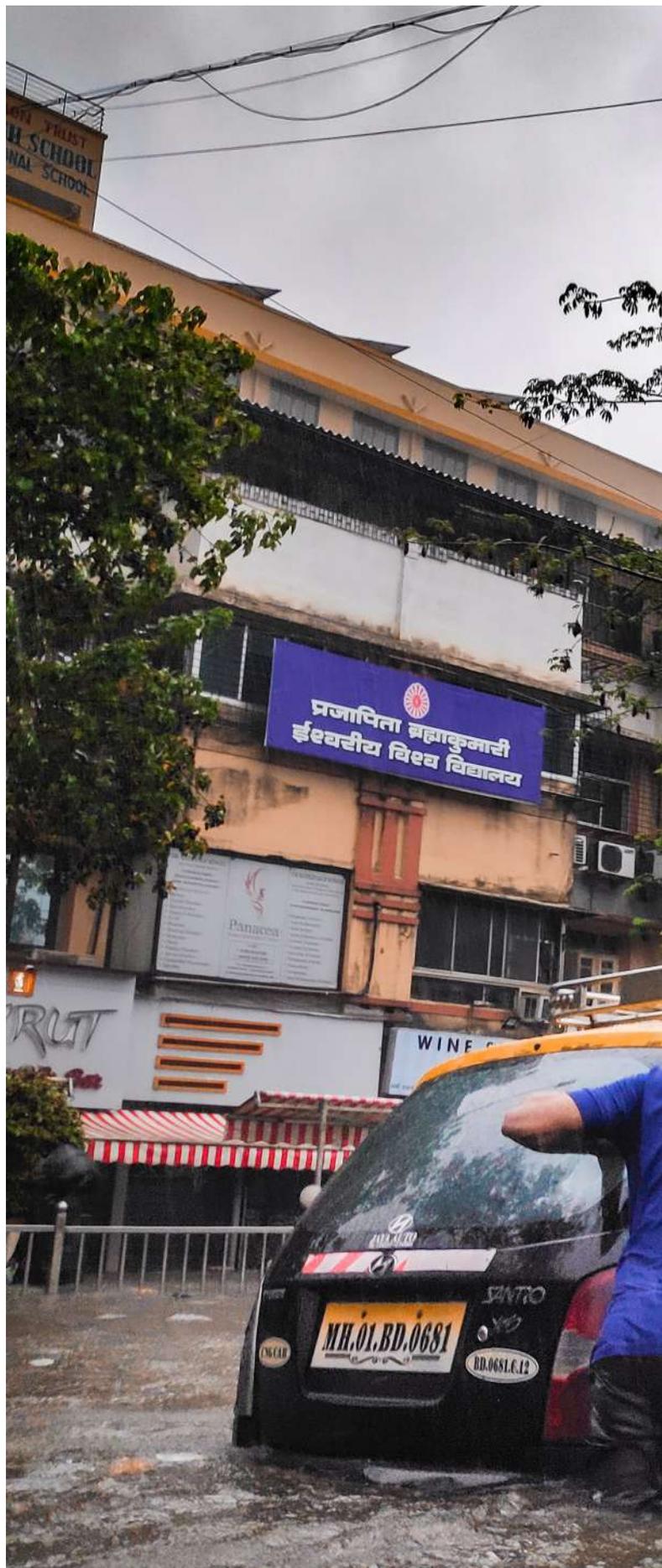


Photo : Saikiran Kesari / Unsplash





**INTERVIEW**

Photo :  
Sanjoy Saha / Unsplash

# LES RELATIONS ENTRE MÉDIAS ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**Boris Martin**  
> *Alternatives Humanitaires*

Boris Martin est rédacteur en chef de la revue *Alternatives Humanitaires* depuis 2016 après avoir travaillé durant une quinzaine d'années à Médecins du Monde.

Il est également éditeur-rewriter indépendant et auteur. Il a écrit plusieurs ouvrages consacrés à l'action humanitaire dont *Critique de la raison humanitaire* et *L'Adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale*. Il est également l'auteur de récits comme *C'est de Chine que je t'écris...*, *Chronique d'un monde disparu* ou encore *L'Iconoclaste*, et d'une fiction : *Hong Kong, un parfum d'éternité*.



**Quelles sont les valeurs défendues par votre revue *Alternatives Humanitaires* ?**

Nous ne sommes pas à proprement parler une ONG humanitaire, mais c'est le cas de la plupart des partenaires qui nous soutiennent, donc nous portons évidemment toutes les valeurs qui fédèrent notre secteur, au premier rang desquelles l'engagement citoyen et l'indépendance. Nous venons de là, je dirais, de cet humanitaire français qui s'est longtemps incarné dans la fameuse formule des « French doctors » ou celle des « sans frontières », mais qui va bien au-delà aujourd'hui évidemment. Et c'est d'ailleurs une des valeurs défendues par notre revue que de dialoguer avec les autres manières de faire, de voir et de penser l'humanitaire – la solidarité inter-

nationale, disons. Cela se décline dans d'autres valeurs, qui sont aussi reflétées dans notre ligne éditoriale : créer un espace de dialogue entre les praticiens et les chercheurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud, le tout en français et en anglais puisque notre revue est bilingue. Notre objectif est de favoriser la réflexion du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution.

**Quel est votre point de vue sur le traitement médiatique de la solidarité internationale en France et dans le monde ?**

C'est sans aucun doute une préoccupation permanente de la plupart des médias français, parce que le mouvement associatif est fort et



## **Reste que ce traitement est trop souvent soumis au diktat de l'émotion et qu'il va insuffisamment en profondeur.**

qu'il a la capacité de se projeter sur des terrains de conflits ou de catastrophes naturelles. Reste que ce traitement est trop souvent soumis au diktat de l'émotion et qu'il va insuffisamment en profondeur. Dès qu'il y a une catastrophe ou un conflit violent, on en parle pendant 3 jours, 1 semaine ou 1 mois et puis cela disparaît de nos journaux, des écrans de télé. On nous explique qu'il y a eu un glissement de terrain, 300 morts, et puis on oublie. On nous dit qu'il y a eu une lutte acharnée entre des chefs de guerre, 10 000 morts, et cela disparaît. En somme, on assiste à des réactions « modernes », brèves et temporaires, sur des ressorts anciens, ceux de la compassion. Mais c'est aussi trop souvent une manière de vanter la solidarité du Nord, en oubliant bien vite les souffrances du Sud, si tant est que l'on puisse se satisfaire de ces deux qualificatifs réducteurs : Nord et Sud, cela ne veut plus dire grand-chose. Personnellement, je préfère de loin les formules de « monde majoritaire » et de « monde minoritaire » : nous sommes minoritaires à vivre dans un monde relativement démocratique, aisé et stable alors que la majorité des habitants de cette planète vit dans des pays pauvres, sous des régimes autoritaires, et soumis à des convulsions souvent meurtrières. Les « crises humanitaires » sont souvent abordées de manière caricaturale, furtive presque, alors qu'il faudrait y accorder du temps pour expliquer les tenants et les aboutissants. Si le glissement de terrain a eu lieu, c'est bien souvent parce qu'il y a un mépris total des règles d'urbanisme alors que les pauvres, comme par hasard, habitent là. S'il y a une lutte entre « chefs de guerre » cela va peut-être au-delà, avec un régime qui a laissé se développer une pauvreté endémique et des mouvements de rébellion.

Et puis il faut prendre le temps d'expliquer la difficulté qu'ont les ONG internationales à intervenir, parce que le pays concerné ne souhaite pas voir arriver des sauveteurs étrangers et être perçu comme incapable d'aider sa population, par exemple.

Parfois même, les ONG sont quasiment inutiles parce que le pays en question a les infrastructures pour prendre en charge la catastrophe, quelle qu'elle soit. On oublie trop souvent que c'est la solidarité locale,

celle des habitants et des associations du pays qui fait le plus gros du travail.

Notre revue, tout comme celle dont j'ai été responsable à Médecins du Monde, est aussi née de ce constat : on ne peut pas se contenter de « relater » les catastrophes naturelles ou humaines, il faut expliquer comment et pourquoi elles sont survenues, les conditions d'intervention des ONG et les questions qu'elles se posent en permanence, bien souvent à mille lieues des commentaires rapides des médias traditionnels. Il faut savoir prendre le temps de rentrer dans la complexité de contextes et d'une action humanitaire qui, aujourd'hui, doit composer avec cette complexité.

### **Quel est votre avis sur le traitement médiatique du conflit en Ukraine et de ses répercussions internationales ?**

Il me semble que les rédactions des médias traditionnels font un travail le plus sérieux possible s'agissant d'un conflit sur lequel plane toujours, il faut quand même le dire, le spectre d'un conflit généralisé, la troisième guerre mondiale pour le dire simplement, voire d'une menace nucléaire. Les médias, tout comme les politiques – les premiers peut-être poussés par ces derniers – ont bien pris la mesure de la possible déflagration qui pouvait advenir. Je crois que tout le monde en est conscient et, en dehors de médias sensationnalistes qui parlent de la guerre en Ukraine comme d'un jeu vidéo ou d'un RDV quotidien pour entretenir la peur du chaland, j'ai l'impression qu'un certain esprit de responsabilité demeure.

Reste qu'il y a deux sujets sur lesquels on peut et on doit revenir. D'abord, la question des réfugiés ou, pour être plus précis, des gens qui ont fui leur pays, en l'occurrence l'Ukraine. Si on est normalement constitué, on ne peut pas ne pas être choqué par la différence de traitement à laquelle on a assisté entre l'aide et l'accueil fournis, et à juste titre, aux personnes fuyant l'Ukraine, et ce que l'on a refusé en grande partie aux Syriens, Afghans, Somaliens et autres, traversant les Balkans puis la Méditerranée depuis au moins 2015. Comment est-il possible de démontrer de façon aussi implacable que l'on préfère, et de loin, voir arriver dans nos pays du Nord des gens blonds aux yeux bleus – pour caricaturer – plutôt que des personnes aux cheveux noirs, au teint mat et peut-être, je dis bien « peut-être », musulmans ?!

Le second point tient aussi au traitement médiatique des « crises ». La guerre en Ukraine génère une telle focalisation médiatique et financière que l'on en oublie presque que le monde continue de tourner, et plutôt de mal tourner. Qu'en est-il des guerres au Soudan, au Yémen, de l'Afgha-

nistan, de la Birmanie, des famines dans la Corne de l'Afrique ou de la crise économique et migratoire en Amérique centrale ? Non seulement les médias ont tendance à les traiter très rapidement, comme des faits divers, mais les bailleurs internationaux sont tellement focalisés sur l'Ukraine que les ONG peinent à faire financer leurs programmes ailleurs dans le monde. C'est un vrai problème. Les souffrances humaines sont multiples et on ne peut pas en délaissé certaines au profit d'autres, sous prétexte que le Journal de 20h nous dit pour laquelle on doit se mobiliser.

### **Peut-on « lutter » contre la culture du sensationnel ?**

Je ne vous surprendrai pas en vous répondant que c'est compliqué ! Mais c'est possible. D'abord, parce que les citoyens sont nombreux à ne pas se contenter de cette culture du sensationnel. Avec le développement des outils modernes de communication, les personnes ont aussi appris à s'en méfier. C'est parfois au prix d'un désintéret – « je n'écoute plus les infos » ; « j'ai arrêté Facebook » – ou au contraire d'une soif d'aller vers d'autres sources.

C'est tout le pari d'une revue comme la nôtre que de délaissé le sensationnel pour expliquer la complexité des phénomènes. Certes, nous sommes « spécialisés » sur l'humanitaire, mais l'humanitaire est aussi une manière de raconter l'état du monde, avec ses drames, mais aussi avec ses espoirs, ses aspects optimistes, ses individualités qui se battent et qui font réseau.

### **Où en en sont les associations de solidarités internationales dans leurs pratiques communicationnelles ?**

Elles ont beaucoup évolué et je peux témoigner qu'elles s'interrogent beaucoup sur leurs pratiques, qu'elles ne sont pas les dernières à critiquer. Mais les évidences « statistiques » sont tenaces. En tout cas, on feint manifestement de croire qu'elles le sont : les conseillers en communication disent que les donateurs sont plutôt âgés, conservateurs, qu'ils sont sensibles aux images de femmes et d'enfants en souffrance, etc. Résultat, des ONG vont avoir tendance à suivre leurs préconisations et à produire une communication avec des femmes, des enfants, des couleurs chatoyantes, des regards perdus dans le vague, un geste de solidarité du sauveteur blanc, etc. Mais tout cela est en train de changer, même si ce n'est pas facile d'expliquer que l'on tourne le dos aux clichés, que l'on va prendre le temps d'expliquer les contextes, que les

« sauveteurs » peuvent être européens, mais aussi africains, chinois ou indiens.

## **Comment les médias peuvent-ils s'assurer d'une couverture éthique et responsable des questions de solidarité internationale ?**

Tout d'abord, peut-être, en se rapprochant des ONG de solidarité internationale et en prenant le temps de comprendre, et de répercuter, les conditions de leurs actions. Ce n'est pas seulement en faisant le portrait d'un médecin ou d'une infirmière au milieu des enfants d'un village nigérien que l'on peut comprendre la situation dans le Bassin du Lac Tchad. Il faut prendre la mesure du contexte politique et historique, interroger les personnes habitant sur place, y associer un chercheur.

Encore faut-il que les rédactions acceptent de financer le reportage d'un ou d'une journaliste sur place. Car ce que l'on a observé ces dernières années, bien avant la Covid-19, c'est que les journalistes ou les photographes n'arrivaient plus à « vendre » leurs sujets de solidarité internationale dans les rédactions. C'est ce qui explique d'ailleurs que beaucoup de photographes, par exemple, ont fait des « piges » pour des ONG davantage que pour des journaux.

Et puis, s'il est trop coûteux d'envoyer un reporter – que ce soit en billet d'avion ou en bilan carbone, ce qui serait aussi une très bonne raison – il faut aussi penser aux journalistes et aux photographes des pays qui peuvent faire le même travail en apportant leur connaissance du contexte tout en vivant aussi de leur travail...

## **Quel est l'impact des réseaux sociaux sur la diffusion de l'information liée à la solidarité internationale ?**

Les réseaux sociaux ont incontestablement favorisé la vitesse de diffusion et l'efficacité, au moins à court terme, de l'information voire des actions de solidarité internationale. Des « influenceurs » ont même réussi à mobiliser des stars et à lever des fonds incroyables pour des causes à l'autre bout du monde. Qu'en reste-t-il ? Bien souvent rien, j'en ai peur. Car la solidarité internationale – il en va de même de la solidarité dans nos pays – s'inscrit non seulement dans le long terme, mais requiert aussi des compétences et des réseaux, ce dont sont souvent dépourvues ces actions « modernes » qui ne sont qu'une déclinaison des œuvres de charité d'antan. À la seule différence que l'on atterrit en jet, que l'on distribue de l'argent et que l'on repart tout auréolé d'une action de bienfaisance qui n'aura aucune pérennité.

C'est aussi tout le risque induit des outils modernes de mobilisation, ce que l'on a appelé le « clic humanitaire » : je me promène sur internet ou je suis une « personnalité », on m'interpelle et d'un clic, je verse quelques euros. Je suis persuadé d'avoir fait une bonne action, et je passe à autre chose.

Les réseaux sociaux sont loin d'être négatifs. Car à côté de cela, de nombreuses initiatives « transversales » essaient de mobiliser les citoyens en faisant passer une information construite, qualitative, solide. Ce ne sont peut-être pas celles dont on parle le plus, malheureusement.



Photo :  
Robert Linder / Unsplash

## **Quels sont les exemples de succès où les médias ont joué un rôle clé ?**

Spontanément, je pense au tsunami fin 2004 quand un tremblement de terre sous-marin a provoqué une vague ravageant les côtes de plusieurs pays du Sud-Est asiatique, faisant des centaines de milliers de morts. Il a eu lieu un 26 décembre, alors que dans une grande partie du monde, on fêtait la fin d'année, Noël, etc. Ces circonstances de temps et d'un événement terrifiant ont généré une mobilisation sans précédent, je pense, si bien que les médias – notamment en France – se sont improvisés collecteurs de dons, déversant par la suite des sommes faramineuses sur les pays touchés.

## **Au contraire, quelles sont les limites ?**

Les limites se sont rapidement fait ressentir. L'élan de générosité était disproportionné par rapport aux besoins et même aux capacités des ONG. Médecins Sans Frontières-France a même dû demander à ses donateurs d'arrêter d'envoyer de l'argent car elle savait ne pas être en mesure de mener les actions à la mesure de tous ces fonds. Cela n'a pas manqué de froisser certaines de ses consœurs, lesquelles avaient besoin d'argent pour mener leurs propres actions. Mais la déclaration de MSF avait provoqué une sorte de démobilité des donateurs qui hésitaient à envoyer leur argent à d'autres ONG.

C'est un exemple ancien maintenant, paroxystique, mais qui a marqué une étape dans la gestion des crises majeures dans l'humanitaire.



# ALTERNATIVES HUMANITAIRES

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

*Alternatives Humanitaires* est une revue bilingue (français/anglais) consacrée à l'action humanitaire.

La création de la revue répond aux ambitions d'encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution ; d'établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheurs en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticiens de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté ; de faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires pui-

sant leurs racines dans le courant « sans frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets ; enfin de favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheurs et praticiens des pays du Nord et du Sud.

La revue *Alternatives Humanitaires* se caractérise par la publication trois fois par an de contributions originales, validées par un comité de rédaction indépendant. Chaque numéro est construit autour d'un dossier « Focus » accompagné de rubriques suivantes : Perspectives, Éthique, Transitions, Innovations, Reportage et Culture.

[www.alternatives-humanitaires.com](http://www.alternatives-humanitaires.com)

### Crise financière, crise climatique, crise sanitaire... Pourquoi ne parle-t-on pas plus des ODD qui peuvent être des objectifs mesurables ?

Je me permettrai d'abord de réagir à la notion de « crise ». Vous parlez de « crise financière, de crise climatique, de crise sanitaire », mais c'est comme si, à chaque fois, une crise venait perturber le système financier, le climat ou les établissements sanitaires, comme s'il s'agissait d'une rupture brutale dans un fonctionnement normal. Le problème, c'est que ces « crises » sont le résultat normal, souvent annoncé par des chercheurs bien des années avant, sanctionnant des dysfonctionnements affectant aussi bien la finance que le climat ou les systèmes de santé.

C'est la même chose pour les « crises humanitaires » : les crises sont souvent en germe depuis longtemps, les ONG ont beau alerter, elles ne sont pas entendues. Ce n'est que lorsque la « catastrophe » arrive, celle qui attire les médias, que l'on parle de crise humanitaire. Malheureusement, on ne peut alors que déplorer les victimes.

La notion de « crise » est terrible en ce qu'elle a un effet simplificateur, la « rupture brutale » dont je parlais et qui ébranle les opinions, mobilise les médias, débloque les fonds.

C'est peut-être pour cela que l'on ne parle pas des ODD. Qui, parmi vos lecteurs, sait

qu'il s'agit des Objectifs de développement durable, qu'ils sont au nombre de 17, qu'ils datent de 2015 et qu'ils sont censés être réalisés en 2030 ? C'est un peu la même chose que pour le changement climatique : cela fait des années, sinon quelques décennies maintenant, que l'on annonce un changement irréversible du climat...

### Information/Communication : quelles sont les différences ?

Si je devais simplifier, l'information est brute : c'est un fait que l'on porte à la connaissance du public. La communication a quelque chose à vendre : un produit, une idée, et même une personne parfois, en tout cas une « personnalité ». Pour cela, la communication travestit la réalité : le produit est forcément incroyable, l'idée révolutionnaire et la personnalité admirable. La communication a une part d'exagération, parfois même de mensonge. Mais la différence avec « l'information » n'est pas aussi évidente : l'information n'est pas forcément la vérité, elle est forcément construite. Songez à la Pravda, le journal officiel du Parti communiste soviétique. Pravda signifie « vérité » en russe, mais les informations diffusées par ce journal étaient évidemment construites, voire tronquées et falsifiées.

### Médias/solidarité internationale : vers quoi se dirige-t-on ?

Je ne me hasarderai pas à prédire l'avenir ! En revanche, je pense que les médias doivent prendre plus que jamais les organisations de solidarité internationale au sérieux, s'en rapprocher pour toucher du doigt des réalités qui ne peuvent que les intéresser, tout en gardant évidemment la distance critique qui doit rester la leur. Les journaux, les journalistes, les photographes ont été des compagnons de route de l'humanitaire dès le Biafra, en 1968. Cela s'est poursuivi dans les années 1970 et 1980, quand les grandes associations humanitaires françaises se sont constituées. C'étaient des journalistes qui partaient sur le terrain avec elles, pour témoigner de ce qu'elles faisaient et des souffrances des populations qu'elles assistaient. L'expression « French doctors » vient d'ailleurs, paraît-il, de journalistes anglophones qui croisaient ces médecins français dans les montagnes d'Afghanistan. Il y a un compagnonnage de longue date entre les médias et les ONG de solidarité internationale. Et s'il s'est tari ces dernières années, les uns et les autres gagneraient à renouer les liens, ne serait-ce que parce qu'ONG comme médias sont soumis à la même menace : l'emprise croissante d'un système néolibéral qui n'a qu'une ambition, à savoir faire des premières le paravent des dégâts qu'il cause, et des seconds son porte-voix aseptisé.



ENTRETIEN

# PIERRE MICHELETTI

## LA CONSTELLATION HUMANITAIRE FACE AUX CRISES

Photo :  
Max Bender /  
Unsplash

Pierre Micheletti est un médecin, universitaire, et écrivain français. Spécialiste des questions humanitaires internationales, il travaille depuis près de trente ans dans l'humanitaire (Médecins du Monde, Action contre la faim) et a publié de nombreux ouvrages consacrés à ces sujets. Il est actuellement Président d'Action Contre la Faim.



**Vous parlez dans votre livre « 0,03% », que la guerre et l'humanitaire ont le même ADN, Pouvez-vous nous en dire plus ?**

Au milieu du XIXe siècle, Henry Dunant, un homme d'affaire suisse se retrouve, un peu par hasard, à assister à une bataille entre les armées française, autrichienne et italienne à Solferino. Ayant des convictions religieuses et humanistes, et devant ce carnage, il s'est dit que, malgré les logiques militaires de l'affrontement et du rapport de force que l'on retrouve sur un champ de bataille, l'on se doit aussi de traiter les blessés avec humanité. Comme ils sont neutralisés, ils ne sont plus des belligérants. Il défendait l'idée que des lois sont au-dessus des gouvernements et s'imposent pour hu-

maniser la guerre. C'est la naissance d'un des premiers principes du droit international humanitaire qui est d'agir au principe d'une commune humanité auprès de populations peu importe leurs religions, leurs cultures ou leurs nationalités.

A la solidarité internationale, vieille comme le monde, présente notamment grâce à un substrat religieux, car toutes les religions sont porteuses de ces logiques, s'ajoute ainsi l'action dite humanitaire qu'on définit volontiers, au départ et dans sa version moderne, comme une volonté d'humaniser la guerre.

Le droit international humanitaire (DIH) se construit ensuite au fil des crises et des conflits par cercle concentrique : Le premier étant les prisonniers de guerre, puis les naufragés puis ensuite les populations civiles prises dans la tourmente de la guerre. En caricaturant un peu, l'on va passer au cours du XIXe siècle d'un droit qui concernait surtout les belligérants, les troupes, à un droit qui concernera plus les populations civiles.

Aujourd'hui, la conflictualité a évolué notamment avec les groupes terroristes, comme Daesh par exemple, qui ne sont plus des acteurs clairement identifiables puisqu'ils s'immiscent dans les populations locales ou encore l'utilisation de nouvelles armes qui touchent à la fois les armées et les populations civiles. Les batailles ne s'arrêtent plus à des frontières, le droit international humanitaire continue d'évoluer et fait face ainsi à d'autres problématiques qu'il faut suivre.

Photo :  
Mat Napo / Unsplash

”

**Aujourd'hui, la conflictualité a évolué notamment avec les groupes terroristes, comme Daesh par exemple [...]. Les batailles ne s'arrêtent plus à des frontières, le droit international humanitaire continue d'évoluer et fait face ainsi à d'autres problématiques qu'il faut suivre.**

## **Vous évoquez différents types de structures humanitaires qui agissent dans le monde, lors d'une crise ou d'un conflit. Quels sont - ils ?**

Par ordre « historique » il y a d'abord le CICR et son regroupement. Le mouvement de la Croix-Rouge agit depuis le milieu du XIXe siècle avant d'être rejoint au début du XXe siècle par les associations de solidarité internationale, rebaptisées dans les années 90 par le sigle ONG. Il y aura un essor particulier aussi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

pour ce type d'acteurs et ils seront rejoints par la nouvelle Organisation des Nations unies. On pourrait rajouter une autre famille que sont les coopérations entre États.

Il existe d'ailleurs 5 éléments constitutifs pour une ONG :

- La notion d'organisation de citoyens qui développe des actions et des projets au bénéfice d'autrui et non au profit des seuls membres adhérents



- Une forme juridique particulière, exprimée le plus souvent à travers les termes d'association ou d'organisme non lucratif, en adéquation avec les droits nationaux
- Un rapport particulier aux puissances publiques et privées et ce, au niveau national comme international, avec comme visée la constitution d'un espace autonome de décisions, ce qui n'exclut pas certains liens
- Le caractère transnational de son activité, par les actions développées ou par les alliances tissées dans d'autres pays que le siège de l'ONG.

En allant plus loin et pour reprendre la classification de la sociologue Édith Archambault, il existe ensuite plusieurs grands modèles d'ONG. En effet, les

ONG internationales sont animées par différentes cultures politiques en fonction de leurs pays d'origine et entretiennent ainsi des rapports différents avec leur gouvernement.

Il existe donc un modèle anglo-saxon, un modèle méditerranéen et un modèle scandinave. Bien sûr, toutes les ONG d'un pays n'arborent pas forcément la même manière de penser, d'où le fait de les appeler « grands modèles ».

Par exemple en France, c'est plutôt un modèle dit méditerranéen. Dans notre pays, il existe une culture de la confrontation, au sens politique bien entendu, avec le gouvernement. C'est un processus d'interpellation du gouvernement pour faire bouger les lignes et non juste du conflit pour du conflit. Nous sommes dans de la co-construction politique. De grandes ONG françaises dénoncent par exemple le fait que la France ne remplit



Photo :  
Mat Napo /  
Unsplash

”

***Dans notre pays, il existe une culture de la confrontation, au sens politique bien entendu, avec le gouvernement. C'est un processus d'interpellation du gouvernement pour faire bouger les lignes et non juste du conflit pour du conflit. Nous sommes dans de la co-construction politique.***

pas les objectifs de 0,7% du PIB pour l'aide publique au développement et interpelle ainsi le gouvernement.

Autre exemple, étant ancien Président de Médecins du Monde, nous avons constaté les méfaits de la toxicomanie dans les squats. Nous avons interpellé le gouvernement pour faire évoluer sa politique en termes de réduction des risques sanitaires avec comme solution la légalisation de la vente de seringue stérile.

Le délit de solidarité illustre bien la sociologie politique que nous rencontrons et la culture politique des ONG française. Il y a certaines associations qui, dans leur ADN, n'ont pas peur de créer les conditions de la confrontation avec les pouvoirs publics au nom d'un droit à agir et d'un devoir d'humanité au risque d'encourir des actions en justice qu'elles vont à l'encontre de lois. C'est le cas aujourd'hui pour les lois immigrations mais ce fût le cas aussi pour les premières associations et médecins du planning familial qui ont le pris le risque de pratiquer l'avortement avant la loi Veil. Ici, les soignants ont estimé qu'un certain nombre de jeunes femmes ont des grossesses non

désirées, parfois dans des conditions dramatiques, et malgré que la loi, ils devaient franchir cette barrière pour pratiquer certains actes au nom d'une déontologie universelle et humaniste. C'est exactement les mêmes logiques.

Le cas de SOS Méditerranée illustre aussi cette culture. Sans prise de position sur les questions migratoires, des marins et des soignants constatent des personnes exposées à un risque de naufrage et donc risquent à leur vie lors de leur traversée. Au nom d'un principe d'humanité universelle, nous nous devons de porter secours soit comme marin, soit comme soignants aux embarcations en périls que nous croisons sur notre chemin. Ces positions et cette liberté d'association provoque aussi des réticences d'élus locaux, nationaux ou d'autres citoyens quand bien même elles se fondent sur des principes fondamentaux d'humanité.

Le modèle scandinave, quant à lui, suit d'autres logiques. Il y a une forme de coopération main dans la main entre les grands dirigeants des ONG et le Ministère des Affaires étrangères au sens noble bien évi-

demment sans une quelconque once de négatif. C'est l'histoire politique, la culture, la sociologie politique qui explique cette façon de faire.

”

### **Vous dressez également le constat que le modèle de financement de l'humanitaire est à revoir...**

Oui. L'enveloppe annuelle, disponible pour répondre aux multiples crises humanitaires qui secouent la planète, est constituée de fonds gouvernementaux et de financements liés à la générosité de donateurs individuels.

Ces dons provenant des États restent largement prédominants, et proviennent d'un nombre restreint de pays et repose uniquement sur le principe de contributions volontaires.

En 2019, les États de l'Union européenne ont contribué à hauteur de 47% du volume annuel de l'aide humanitaire mondiale, en recul, depuis l'année d'avant, de 9%. Les principaux donateurs ont été les États-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne, la Grande-Bretagne, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite. Ces deux derniers pays ont d'ailleurs largement augmenté leurs contributions depuis les dernières années notamment pour aider à la résolution de conflits dans leur voisinage comme au Yémen. La France est 12e en valeur absolue.

En réalité, les financements de l'aide humanitaire sont l'apanage d'une petite vingtaine d'États voire d'une simple dizaine qui sont principalement des pays occidentaux... Comment empêcher un certain nombre d'observateurs politiques, animés ou non de bonnes intentions, de se dire que certains mouvements humanitaires ne participent pas à une forme de soft power de ces pays ? Il y a par exemple énormément de moyens humanitaires mis en place au Nigéria. Ce pays est pourtant un poids lourd démographique et économique, c'est aussi une puissance pétrolière et un pays important pour la « sécurisation » du Sahel. La question qui se pose dès lors c'est : Est-ce que les fonds alloués à la coopération ont toute leur place ? Sans arrière-pensées et correspondent-ils

### ***Sortir d'un système de financement volontaire, concentré sur un nombre très restreint de pays est désormais une priorité pour contourner ces obstacles.***

aux principes du droit international humanitaire ?

Dans ce cas-là on peut comprendre que les observateurs politiques qui émettent les hypothèses que les financements de coopération ne sont pas neutres de la part des grandes puissances occidentales. Je prends l'exemple du Nigéria, mais c'est aussi le même cas à Haïti qui n'en finit pas de sombrer dans la misère, le cas également pour la République Démocratique du Congo... Cela pose des questions d'éthique et d'équité, en filigrane c'est montrer que les États considèrent que toutes les crises n'ont pas la même valeur.

Il faut donc repenser le système. En fait le financement de l'aide internationale humanitaire rencontre trois inconvénients majeurs aujourd'hui : Il n'arrive pas à réunir les sommes nécessaires pour couvrir les besoins identifiés chaque année par le Bureau de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires ; Il expose l'aide humanitaire à différentes formes de limitation ou de subordination à la volonté politique des quelques pays qui dominent largement, via leurs contributions volontaires, l'enveloppe annuelle ; Il transfère aux principales ONG internationales les responsabilités de trouver des financements complémentaires à ceux des États. Il entraîne, dès lors, ces ONG vers des formes de marchandisation de leur mission, vers une quête incessante de performance pour réduire leurs frais de fonctionnement, et vers une dépendance à l'égard de la générosité – de leurs donateurs individuels. Sortir d'un système

Photo :  
Mat Napo /  
Unsplash



Photo :  
Shot Ed /  
Unsplash

”

**Qu'en est-il aujourd'hui des ambitions initiales ? De la volonté fondatrice, portée par des citoyens engagés, de pouvoir porter secours en toutes circonstances ? en toute indépendance ? Cette capacité de déploiement est-elle universelle ? Intangible ? Poser ces questions établit l'idée que le doute existe, que les réponses ne vont pas de soi.**

de financement volontaire, concentré sur un nombre très restreint de pays est désormais une priorité pour contourner ces obstacles. Le conflit en Ukraine le rappelle très bien d'ailleurs. Il y a une nécessité évidente de venir en aide aux populations mais cela détourne les regards des crises majeures ayant toujours lieu au Yémen ou en Haïti.

**Vous dites que les rapports de force mondiaux évoluent, que la perception de l'Occident évolue également et que l'immunité humanitaire ne va plus de soi.**

Le CICR a près de 150 ans, l'ONU 75 et les principales ONG humanitaires françaises ont entre 40 et 50 ans d'existence, quand leurs collègues britanniques, également très actives (Care, Oxfam, Save the Children...), ont été créés entre la Première et la Seconde Guerre Mondiale. Qu'en est-il aujourd'hui des ambitions initiales ? De la volonté fondatrice, portée par des citoyens engagés, de pouvoir porter secours en toutes circonstances ? en toute indépendance ? Cette capacité de déploiement est-elle universelle ? Intangible ? Poser ces questions établit l'idée que le doute existe, que les réponses ne vont pas de soi.



Aujourd'hui, même si la valorisation reste forte, la perception de l'aventure humanitaire, et de ceux qui l'incarnent, ne se résume plus à une équation forcément positive. Les spectateurs de l'aventure humanitaire sont multiples : les populations confrontées à une crise, les responsables politiques, les combattants qui s'affrontent, les donateurs... Tous, différemment, observent et se questionnent.

Par exemple, les populations sur place ne font pas ou plus forcément la différence entre les armées issues d'un pays extérieur et les équipes humanitaires et c'est tout à fait compréhensible. Ils voient des ONG qui travaillent dans un pays où il existe une coalition internationale, et parfois travaille aussi avec l'armée. Dès lors les frontières s'estompent. C'est le cas en Afghanistan par exemple où parfois l'humanitaire est là pour « gagner les cœurs » des populations locales pour reprendre l'expression de l'armée britannique pendant la guerre de Malaisie lors de leur indépendance.

Et puis il y a des populations qui font très bien la différence mais qui considèrent que cette différence est masquée. Que tout cela participe à une même logique avec une certaine suspicion à l'encontre des humanitaires.

Le contexte a résolument changé pour la sécurité des équipes. Je pense que l'une des nouvelles données de la violence sur le

terrain à l'égard de l'humanitaire est d'ailleurs le narcotrafic. Vous avez beau être humanitaire si, en Colombie ou au Mexique, vous vous trouvez au mauvais endroit au mauvais moment et que vous êtes ainsi témoins de choses, votre immunité d'humanitaire n'existe plus et tout cela sans état d'âme.

Il faut que nous en prenions acte et que l'on recherche des stratégies pour sortir de cet étai qui contraint de plus en plus les différentes familles des ONG internationales. Je peux reprendre ici une phrase de Régis Debray : Que peuvent les réalités contre les représentations ?

**Quels sont les autres obstacles qui se présentent face aux logiques de solidarité aujourd'hui ?**

Tout dépend le cadre dans lequel on se pose cette question. Les réponses sont différentes d'un territoire à un autre.

Comme je l'ai dit précédemment, la conflictualité d'aujourd'hui efface les frontières habituelles entre les forces dites régulières. Le terrorisme est une forme de conflictualité où les frontières sont poreuses avec la société civile. On n'identifie plus un belligérant par son uniforme. Le contexte d'intervention devient dès lors plus complexe.

Je dis complexe car les puissances occi-



dentaires notamment, sont prêtes à aider les populations civiles par conviction tout en sachant que c'est peut-être donner des moyens financiers à des personnes au sein des populations qui peuvent être des acteurs terroristes ou favoriser des groupes terroristes. On comprend dès lors que ces grandes puissances sont très attentives sur cette question, d'autant que l'aide directe passe le plus souvent par des flux financiers. Ceci d'ailleurs évite toutes les problématiques liées à la logistique, aux transports ou encore au stockage même si cela conserve malheureusement un risque de détournement au profit d'acteurs de la violence.

Le compromis trouvé est de passer au tamis, par des logiciels spéciaux, l'ensemble des équipes et dirigeants d'ONG mais aussi nos fournisseurs pour éviter de financer, de manière indirecte, une personne ou une structure identifiée comme acteur de la violence. Ce raisonnement tend à aller plus loin et à englober les familles des bénéficiaires des actions. Une partie de l'Agence Française de Développement défend cette idée par exemple et les ONG y résistent absolument.

Cette idée résulte notamment des menaces de sanctions américaines. Les conséquences seraient catastrophiques sur une banque française ou un organisme public venant à financer, indirectement évidemment, une quelconque forme de terrorisme. De même, si demain il devenait de notoriété publique que les ONG scannent les popu-

lations qu'elles aident, elles apparaîtraient dès lors comme des acteurs qui aident des armées nationales ou internationales. Nous encourageons dès lors des risques majeurs pour la sécurité de nos équipes et bien sûr, cela engendrerait aussi une sorte de paralysie de l'action à tous les niveaux.

Non, un tel consensus ne doit pas être recherché à n'importe quel prix. Il faut à la fois négocier pour maintenir la paix, préserver la capacité d'agir pour porter secours, dénoncer les responsabilités de ceux qui s'opposent à l'acheminement de l'aide, et se donner les moyens de condamner les responsables de crimes de guerre. Face à ces écueils, la constellation humanitaire, au-delà de l'extrême diversité des organisations qui la composent, réaffirme en permanence ses postures fondamentales d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

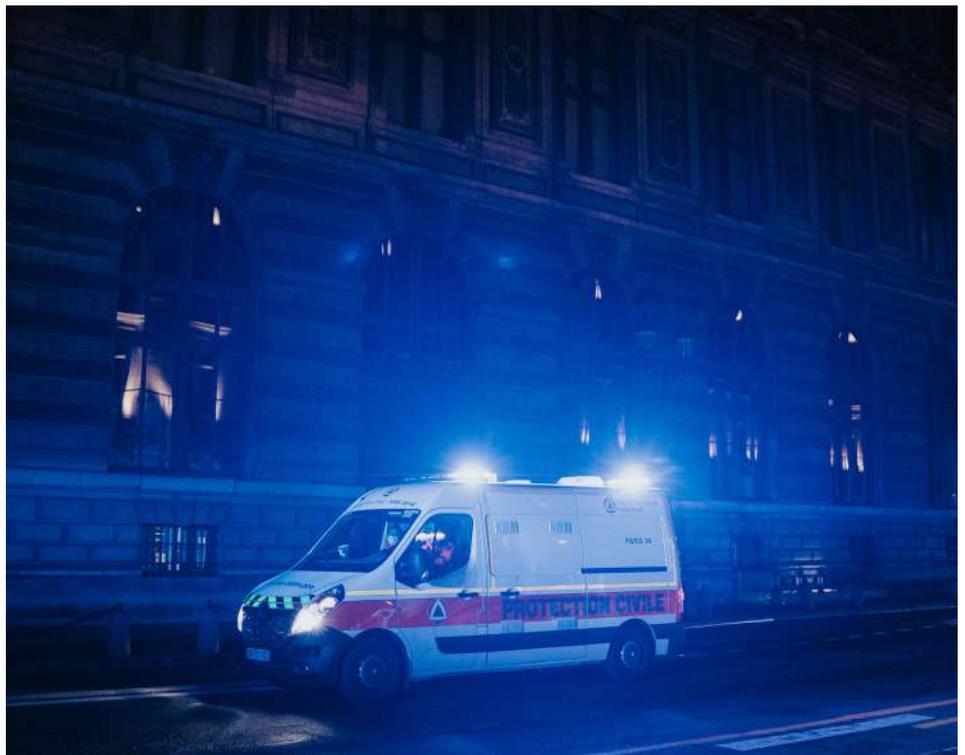
”

***Face à ces écueils, la constellation humanitaire, [...] réaffirme en permanence ses postures fondamentales d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.***

”

***[...] la conflictualité d'aujourd'hui efface les frontières habituelles entre les forces dites régulières. Le terrorisme est une forme de conflictualité où les frontières sont poreuses avec la société civile. On n'identifie plus un belligérant par son uniforme. Le contexte d'intervention devient dès lors plus complexe.***

Photo :  
Mat Napo / Unsplash





DOSSIER

# ACCOMPAGNER L'ACTION SOLIDAIRE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUPRÈS DES TERRITOIRES EN CRISE

**Simoné Giovetti**  
> Cités Unies France

Simoné Giovetti est chef du service international, Europe, crises à Cités Unies France

Depuis 2003, Cités Unies France coordonne l'action solidaire des collectivités territoriales françaises auprès de leurs homologues affectés par une crise sur leur territoire, avec la création de fonds de solidarité et de programmes d'aide à la reconstruction. En moyenne, 1 à 3 fonds sont déployés chaque année, représentant plus de 3 millions d'euros de contributions financières des petites et moyennes collectivités mais également des grandes villes, métropoles, conseils départementaux et régionaux, depuis l'existence de ces fonds d'urgence.

## Dans quel contexte les fonds de solidarité sont déclenchés ?

Nous sommes partis du constat que les collectivités territoriales françaises qui œuvraient à l'international, pouvaient avoir vocation à apporter leur aide lorsque certains territoires étaient touchés par une catastrophe soudaine. A partir de là, nous avons travaillé sur le rôle des collectivités en contexte de crise.

Il existe un double volet : en France, l'envie d'aider, de faire de l'action

”

**Dans tous les cas, même si on est sur des crises soudaines, l'objectif est vraiment de penser à la suite.**

internationale lors de situations de crises, et pour les collectivités locales étrangères, l'importance de mener des actions pour venir en aide à leur population. Il ne faut pas les oublier, ce sont d'abord elles qui peuvent répondre, qui restent après la catastrophe. Ainsi, il est essentiel d'appuyer les initiatives locales pour garantir une continuité entre le moment déclencheur de la crise et la reconstruction, la réhabilitation. Si les collectivités locales ne sont pas suffisamment soutenues ou si elles sont écartées du processus, c'est le territoire entier qui va en être affecté.

Le soutien que l'on apporte s'adapte à une temporalité qui n'est pas celle de la première urgence, ni celle du développement. C'est un entre-deux qui commence au moment de l'évènement soudain, avec la sollicitation de l'ouverture d'un fonds de solidarité spécifique par nos membres et leurs partenaires.

Dans des pays comme la Palestine qui connaît une crise de longue durée, le Liban avec une crise multiple ou encore le Mali où les partenariats sont en stand-by en raison de la situation diplomatique, on va devoir intervenir différemment. C'est toute la réflexion que l'on mène actuellement à l'égard de ces pays-là et qui fera l'objet d'un atelier lors des prochaines rencontres CUF, qui auront lieu fin septembre.

**Si l'on prend l'exemple de l'Ukraine, on est à la fois dans le scénario d'une crise soudaine mais qui devrait malheureusement de durer. Qu'en est-il alors du fond de solidarité qui s'est mis en place, pour un temps limité, peu après le début de la guerre ?**

Dans tous les cas, même si on est sur des crises soudaines, l'objectif est vraiment de penser à la suite. Après, la critique que l'on s'auto-administre c'est que, dans l'urgence de la situation, il peut nous arriver de ne pas suffisamment penser au long terme parce que l'on a besoin d'être rapide. Le risque étant de développer des outils d'aide qui ne sont pas adaptés et durables. Comme nos programmes durent en moyenne deux ans, il y a quand même de la marge pour explorer la possibilité d'ouvrir de nouvelles coo-



pérations décentralisées. C'est ce qui s'est passé avec le Liban. A la clôture du fonds de solidarité, certaines collectivités donatrices ont souhaité s'appuyer sur les réussites du fonds, leurs apprentissages et la construction de relations partenariales, pour mettre en place un programme concerté. C'est une suite possible.

**Pour légitimer et faciliter l'action internationale des collectivités en contexte de crise, CUF mène-t-elle un plaidoyer ?**

Tout à fait et d'ailleurs nous avons commencé par ça, que ce soit au niveau de la France ou à l'échelle internationale au sein de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). Le plaidoyer s'adresse aux Nations Unies et aux grands opérateurs de l'aide.

CUF pilote également un groupe de travail mondial avec une conférence qui a eu lieu chaque année à Genève durant laquelle nous invitons les acteurs humanitaires et les collectivités à dialoguer ensemble dans le but de rapprocher ces deux mondes, pour mieux travailler ensemble. Nous aimerions également que les bailleurs s'y intéressent pour qu'ils puissent nous appuyer au moment de la crise et non pas après. C'est dès le départ qu'il faut intervenir parce que c'est à ce moment-là que les fragilités émergent.

**Pouvez-vous nous parler du label « territoires unis et solidaires face aux crises » ?**

C'est une initiative que nous avons créée dans l'idée de valoriser l'action des collectivités françaises. C'est une forme de reconnaissance mais c'est également une manière de mettre l'accent sur le fonds de solidarité qui peut être complémentaire à d'autres types d'aide. En effet, les collectivités qui interviennent sur les fonds de solidarité ont un potentiel technique énorme, que ce soit en termes de réhabilitation urbaine, de prévention des risques, d'accompagnement au renforcement des capacités des autorités locales, etc. mais la difficulté est bien souvent de réussir à mobiliser des ressources humaines. L'idée avec le label est notamment de dire qu'il est possible de faire de l'action internationale, l'espace du fonds de solidarité, qu'il n'y a pas forcément d'obligation à signer un accord de coopération. Ça peut être un premier pas.

Le label permet aussi un retour sur le territoire. Il serait dommage que le mouvement solidaire d'une collectivité se réduise à une donation. En les nommant ambassadrices de la solidarité, elles peuvent informer et sensibiliser les acteurs associatifs, les citoyens ainsi que les élus de leur territoire.



## DOSSIER

# LE RÉSEAU KARIB HORIZON ET SES SPÉCIFICITÉS

## > Karib Horizons, réseau régional multi-acteurs des Caraïbes

Photo : La CIRRMA, le RRMA PDLCI, le CORECA et l'Association des Maires de Guadeloupe réunis par Karib horizon en marge de la Conférence de la Coopération Régionale des Antilles Guyane 2023 en Guadeloupe.

Ci contre : Affiche du café débat Oddis Sea Café sur la gestion de l'eau et l'assainissement

« Agis en ton lieu, pense avec le monde! » cette invitation d'Edouard GLISSANT est au cœur de l'action de Karib Horizon.

La Mer des Caraïbes est un lien géographique entre les différents Territoires et États caribéens mais elle fut historiquement perçue et/ou décrite comme une barrière entre ces mêmes Territoires et États particulièrement pour les Collectivités Françaises d'Amérique.

### **Karib Horizon, un RRMA à part entière**

Karib Horizon est le premier, et jusqu'à maintenant, le seul RRMA des Outre-mer. Cette identité influence la nature et les objectifs des projets de coopération qu'il valorise

et accompagne : majoritairement transfrontaliers. Pour Dominique Hubert, Vice-présidente du CORECA, « Karib Horizon est le fruit d'un constat. Celui de la multiplicité d'expérience et malgré tout de l'isolement des nombreux acteurs de la coopération. »

Les spécificités de Karib Horizon correspondent à celles de l'archipel guadeloupéen qui est à la fois Européen et Caribéen, Région/ Département français d'outre-mer et membre associé d'organisation internationale telles que l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et de l'Organisation des État de la Caraïbe Orientale (OECO). Dès l'origine, cette appartenance multiple a conduit à privilégier la caraïbe comme espace de coopération de sorte que cette coopération territoriale soit d'abord transfrontalière. En cela, l'action de Karib Horizon diffère de celle des autres RRMA – dont les



actions de coopération ne se constituent pas, de prime abord, à partir de leur bassin régional d'appartenance. Cela dit, le RRMA de Guadeloupe partage les objectifs communs à la CIRMA et s'appuie sur les dispositifs nationaux de coopération territoriale pour promouvoir l'ECSI et l'AECT en son lieu. Karib Horizon anime un espace d'échanges et de mise en réseau des acteurs CSI de Guadeloupe et de la Caraïbe. Il accompagne les porteurs de projets de coopération et de solidarité internationales et favorise la mise en cohérence des initiatives sur le territoire. Ce travail peut se résumer comme suit :

- Identifier, Recenser , Mettre en réseau les différents acteurs de la coopération régionale
- Informer et Orienter les membres (et futurs membres) sur l'ECSI, l'AECT
- Accompagner et former les membres du réseau sur les dispositifs permettant de soutenir leurs actions (AAP MEAE, AFD...)

Karib Horizon encourage l'action extérieures des collectivités territoriales (AECT) en allant à leur rencontre afin de les informer et de les accompagner. Le Réseau concentre son plaidoyer en direction des communes et communautés d'agglomération qui ont peu ou pas d'actions extérieures notamment afin de valoriser la

coopération régionale comme outil de développement et d'attractivité pour ces collectivités territoriales. L'objectif est de lutter contre les idées reçues et contrecoups négatifs associées à la coopération comme étant politiquement risquée et impopulaire, très coûteux pour les CT et difficile à mettre en œuvre.

Informier et sensibiliser au sein des CT française de la zone est primordiale face au défi global que représente depuis longtemps le changement climatique pour le bassin régional caribéen. La coopération est un outil indispensable face au changement climatique.

### **Au centre de la coopération caribéenne : l'urgence de la crise environnementale**

En Guadeloupe et dans la Caraïbe, la crise environnementale recoupe l'urgence. C'est une réalité pour les habitants de ces territoires marqués par la périodicité de catastrophe naturelle : séisme, sécheresse, invasion de sargasses, cyclone... Ces deux derniers étant influencé par le changement climatique. Le Cyclone FIONA, qui a durement touché le sud Basse-Terre en Guadeloupe et plusieurs îles de la Caraïbe en septembre 2022 est un symbole des effets du changement climatique et rappelle l'urgence d'un renforcement de la résilience et de la promotion d'un développement durable de ces territoires.

La protection de l'environnement régional notamment par l'amélioration de la gestion des déchets plastiques ou encore de la gestion de l'eau et de l'assainissement relèvent de l'action local et peut s'appuyer sur la coopération territoriale. C'est sous cet angle que Karib Horizon a intégré le programme Récital ODD. Le RRMA soutient les initiatives citoyennes en matière d'éducation au développement durable conformément aux enjeux propres à la région.

Pour Karib Horizon, il est important d'accompagner l'engagement à l'internationalisation des de la société civile et des collectivités territoriales de proximité. L'international ne doit pas être envisagé comme une thématique à part mais comme un outil à intégrer dans une démarche globale sur des thématiques comme l'eau, le développement durable, le sport, la culture. La coopération territoriale est un outil pour répondre aux défis propres aux territoires et non une fin en soi. Dans une région géographiquement homogène, où les risques climatiques majeurs sont à peu près similaires, le partage d'expertise locale peut donner lieu à une amélioration de la résilience des territoires. Ainsi, nous pourrions voir émerger une régionalisation de la

sécurité civile liée à la résilience climatique et environnementale par la mise en place de politique publique de type régionaliste.

Au sein des CT majeures, la coopération territoriale est un outil clef de réponse aux effets du changement climatique notamment via Interreg-Caraïbes dont la région Guadeloupe détient l'autorité de gestion :

Projet Interreg TEC (Transition Énergétique dans la Caraïbe), CARICOAST (Prévention des risques côtiers en lien avec le changement climatique) SARG'COOP (Coopération pour la lutte contre les Sargasses).

Le renforcement de la résilience des territoires du bassin caribéen et de leurs citoyens face aux risques climatiques, géologiques majeurs (les séismes, les cyclones, la sécheresse etc) passent par le renforcement de la coopération territoriale.



***Le renforcement de la résilience des territoires du bassin caribéen et de leurs citoyens face aux risques climatiques, géologiques majeurs (les séismes, les cyclones, la sécheresse etc) passent par le renforcement de la coopération territoriale.***



## Appui, accompagnement et financement

De nombreux acteurs interviennent au cours des projets de solidarité internationale pour encourager ces liens de coopération. Il peut s'agir d'un appui technique, d'un accompagnement, de formation pour permettre aux acteurs de monter en compétences ou encore du financement des projets : tous ces acteurs, par leur appui, contribuent à la pérennisation des liens de solidarité entre les territoires.



## Acteurs de la mobilité

Des associations et réseaux de soutien, d'accompagnement et de promotion pour les initiatives de mobilité des jeunes se sont développées et appuient la mobilité internationale des jeunes : engagement citoyen, études, travail, voyage. D'autres structures interviennent plus largement pour la promotion des projets de solidarité internationale des jeunes.



## Mobilisations citoyennes

### > ECSI

L'Education à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI) est une démarche éducative qui vise à sensibiliser aux interdépendances produites par la mondialisation, à améliorer sa compréhension du monde et à développer sa capacité à agir pour construire une société plus juste et durable.

### > Mouvements sociaux

Les mouvements sociaux permettent de mettre à l'agenda des enjeux internationaux. Ils s'engagent à travers des actions de sensibilisation, de lobbying, de plaidoyer et de mobilisation sociale pour promouvoir leurs causes.

- En 2021, 10 091 acteurs de la SI sont recensés dont 6 576 associations (dont OSIM, ONG locales, collectifs...) contre 1 992 collectivités territoriales et organismes publics (source : état des lieux RRMA sur les acteurs de la CSI)

- En 2019, 60 000 associations « humanitaire, social et santé » recensées (source : coordination sud)



**DÉFINIR  
LE CONTEXTE**



### **Solidarité et développement**

#### **> Instances intergouvernementales et ONGI**

Les Etats, les organisations internationales et les ONG internationales sont bien souvent les acteurs que l'on se représente lorsque l'on parle de coopération internationale. Ce sont des acteurs majeurs de la coopération au développement et à l'aide d'urgence.

#### **> Action Extérieure des Collectivités Territoriales (AECT)**

Les partenariats entre les collectivités territoriales française et étrangères permettent le partage de compétences et de ressources. Elle apporte des réponses à des défis plus globaux, appuie le développement local ici et là-bas, et stimule les échanges internationaux et la cohésion.

-> Environ 5000 collectivités actives en France (source: AFD)

#### **> Acteurs associatifs et porteurs de micro-projets**

Les petites et moyennes associations ont également leur rôle à jouer dans la coopération internationale. Par leurs actions, elles permettent de développer des initiatives de solidarité internationale tout en renforçant les dynamiques locales.



## UKRAINE

# PROMOUVOIR UNE CULTURE DE LA PAIX EN SENSIBILISANT LE PUBLIC LIGÉRIEN AUX ENJEUX ET CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE

En mars 2022, Pays de la Loire Coopération Internationale s'est associé à deux autres Réseaux Régionaux Multi-Acteurs – SO Coopération pour la Nouvelle-Aquitaine et Lianes Coopération pour les Hauts-de-France – afin de développer un programme de coopération décentralisée en réponse à la guerre en Ukraine. Les trois réseaux ont d'abord procédé à l'identification des collectivités de leurs territoires portant des jumelages ou coopérations, passés ou actifs, avec l'Ukraine et ses pays voisins. Cet état des lieux a permis d'identifier des collectivités ayant des partenaires en Ukraine ou dans les pays limitrophes (Pologne, Roumanie), susceptibles d'être fortement impactés par les mouvements de populations, ou simplement désireuses d'agir à moyen terme en coopération avec des collectivités d'Europe Centrale et Orientale sur les enjeux de construction d'une paix durable en Europe. Le programme INSPIRE – Intensify Networking to Strengthen Peacebuilding Institutions and Relations in Europe - permet de proposer un cadre de concertation, de dialogue et d'appui méthodologique et financier à une quinzaine de collectivités françaises et leurs partenaires.

**Cette exposition est composée de panneaux interactifs, pédagogiques et accessibles. Ouverte à tous, y compris les scolaires, elle est disponible à la réservation.**



Le programme INSPIRE est une réponse à moyen-terme à la crise en Europe de l'Est. Il permet d'appuyer les collectivités françaises, ukrainiennes et des pays limitrophes dans la construction d'une diplomatie des territoires, à travers la mutualisation de projets dans le contexte spécifique généré par la guerre en Ukraine.

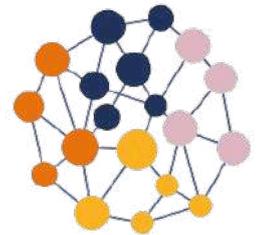
Les trois réseaux parties prenantes du programme ont également développé une exposition itinérante et dynamique qui a pour objectifs d'offrir un espace de sensibilisation et de réflexion sur les enjeux du conflit actuel ici et là-bas, mais également de présenter les initiatives déployées sur les territoires et d'encourager la coopération.



## PALESTINE

Photo : Pays de la Loire  
Coopération internationale

# RENFORCER LES COOPÉRATIONS ENTRE LA LOIRE-ATLANTIQUE ET LES TERRITOIRES PALESTINIENS À TRAVERS L'ENGAGEMENT DE LA JEUNESSE



En Loire-Atlantique de nombreuses organisations de la société civile sont engagées avec la Palestine et depuis 2018 plus de trente communes sont signataires d'un pacte d'amitié avec le Gouvernorat de Jérusalem-Est, à l'initiative du Conseil Départemental.

Dans ce contexte et dans une logique d'appui à une dynamique d'internationalisation des territoires, Pays de la Loire Coopération Internationale coordonne depuis 2022 un programme triennal d'intervention multi-acteurs vers la Palestine (« Palestinan and Ligériennes Actions for Youth – PLAY »).

Ce projet a pour ambition d'impliquer les jeunes des deux territoires, d'offrir des perspectives de partenariats pour les collectivités qui souhaitent s'engager avec la Palestine, ainsi que de renforcer les coopérations décentralisées existantes. Le département de Loire-Atlantique ainsi que les villes de Nantes, Saint-Herblain et Ancenis sont parties prenantes de ce projet soutenu par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

Depuis le lancement de ce programme, le réseau anime un espace d'échanges avec l'ensemble des partenaires et propose un appui méthodologique personnalisé aux collectivités souhaitant travailler sur la définition d'enjeux de coopération, l'identification de partenaires, la création d'une feuille de route, la recherche de financements, etc.

En ce sens, le réseau a organisé en février 2023 avec l'appui du Consulat Général de France à Jérusalem et les CEMEA Pays de la Loire, une première mission à Jérusalem et ses alentours. Celle-ci avait pour objectif d'appuyer la ville de Nantes dans le renforcement de ses liens de coopération avec la municipalité d'Abu Dis en Palestine.

Par ailleurs, le réseau met également en place un programme d'échanges entre jeunes palestiniens et français, en partenariat avec l'ONG Bisan et avec l'appui des CEMEA, afin de promouvoir l'ouverture au monde, l'interconnaissance et l'interculturalité entre les deux territoires. Un groupe de jeunes de Loire-Atlantique ont ainsi pu se rendre en Palestine fin juillet 2023 ; l'occasion pour eux de découvrir le contexte

politique, social, économique et culturel du territoire, mais également d'échanger et partager des moments informels avec leurs pairs palestiniens. Ce programme avait également pour objectif de proposer des temps de formation sur les thématiques des droits de l'Homme, des droits socio-économiques et culturels, de l'usage du droit et des réglementations internationales.

Dans le cadre de cette mobilité croisée, Pays de la Loire Coopération Internationale et ses partenaires préparent actuellement l'accueil du groupe de jeunes palestiniens en Loire-Atlantique, prévu pour l'été 2024.

*Dans une période particulièrement difficile pour les populations de Gaza qui se trouvent aujourd'hui dans une situation humanitaire catastrophique mais également celles de Cisjordanie qui connaissent un contexte socio-politique, sécuritaire et économique de plus en plus complexe, la coopération décentralisée est plus que jamais nécessaire pour soutenir cette population meurtrie mais résiliente.*

# BOULEVERSEMENTS AU SAHEL: REGARDS ET PERSPECTIVES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE



Photo :  
Niagalé Bagayoko

Photo :  
Pays de la Loire  
Coopération Internationale



> Niagalé Bagayoko, Docteur en Science politique, spécialiste des questions de sécurité en Afrique francophone et présidente de l'African Security Sector Network

Au cours des dernières années, la région du Sahel, comprenant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad, a été le théâtre d'une série de bouleversements politiques.

Le Sahel, marqué par une militarisation historique et des coups d'État récurrents, connaît aujourd'hui des relations complexes entre les élites civiles et militaires en matière de gouvernance.

Au milieu de ces turbulences, une crise diplomatique persistante entre la France et les nations du Sahel soulève une question cruciale : « Quelles sont les perspectives en matière de coopération internationale ? ».

Lors d'une conférence organisée en partenariat avec l'AFDI Pays de la Loire, tenue le 24 novembre à l'ISTOM à Angers, Niagalé Bagayoko, Docteure en Science politique et spécialiste des questions de sécurité en Afrique francophone, a partagé son expertise. Selon elle, les liens historiques entre la France et la région du Sahel se sont détériorés ces dernières années. Elle attribue cela à plusieurs facteurs, notamment l'instabilité socio-politique au sein de la région sahélienne, la perception de l'insuffisance de l'intervention militaire française et les dynamiques changeantes du paysage géopolitique mondial.

Néanmoins Niagalé Bagayoko, souligne la complexité de la situation ; en effet le rejet ne s'adresse pas uniquement à la France mais s'étend aux autres partenaires internationaux et organisations telles que les Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) perçues comme inefficaces et coûteuses dans la gestion des conflits au Sahel.

Au cours de la conférence, elle a exploré les perceptions des populations sahéliennes, soulignant leur rejet croissant des partenaires étrangers, en particulier la France. La nécessité de comprendre leur désir d'émancipation nationale a été mise en avant.

Les politiques multidimensionnelles mises en œuvre par les dirigeants sahéliens ont également été abordées durant cette rencontre (telles que le dialogue avec les groupes jihadistes et les partenariats avec les acteurs internationaux).

En guise de conclusion, il s'avère nécessaire d'initier une remise en cause et de mettre en lumière les leçons tirées des expériences passées. Cet effort est essentiel pour progresser vers une amélioration du partenariat entre les acteurs internationaux et les pays sahéliens.





**DOSSIER**

Photo : Pays de la Loire  
Coopération Internationale

# LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION AU SAHEL À TRAVERS LES ÉCHANGES D'EXPERTISE EN AGROÉCOLOGIE

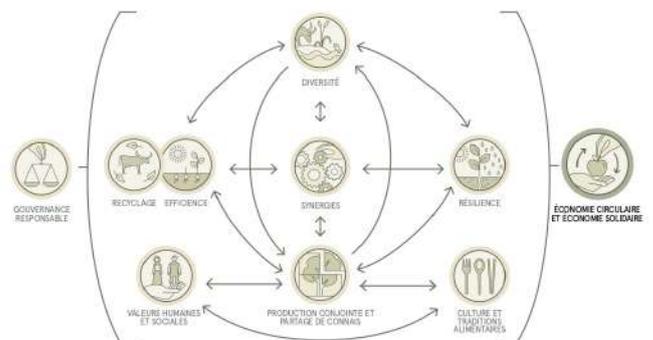
La désertification représente l'une des menaces les plus pressantes pour les populations du Sahel. Face à ce défi écologique majeur, les échanges d'expertise en agroécologie émergent comme une solution prometteuse pour inverser la tendance et restaurer les écosystèmes de la région.

L'agroécologie pourrait être définie de bien des façons, puisqu'elle est plurielle, évolutive, à la fois ancienne et révolutionnaire, et bien sûr sujette à débats. Pour autant, on s'accorde sur ces grands principes, fondés sur l'interaction entre les humains et la nature pour une transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables et respectueux de l'environnement. Ces systèmes impliquent des méthodes de production agricole et des chaînes de valeur qui exploitent les capacités écologiques, économiques et sociales d'une région.

Les échanges d'expertise en agroécologie permettent aux agriculteurs de partager des connaissances pratiques et scientifiques éprouvées dans d'autres régions confrontées à des défis similaires. Le programme piloté par Pays de la Loire Coopération Internationale s'inscrit dans cette logique. En s'appuyant sur l'expertise technique territoriale sur ces sujets, le réseau a développé un programme de coopération intitulé : « Pratiques agroécologiques pour lutter contre la dégradation des terres et contribuer à la sécurité alimentaire de la bande sahélienne ».

Ce programme, soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mobilise quatre collectivités du Maine-et-Loire (Angers Loire Métropole et les villes d'Angers, du Plessis-Grammoire et de Loire-Authion) et leurs partenaires de coopération. Il vise à renforcer les capacités des collectivités

et populations ciblées – en France, au Sénégal et en Mauritanie - en matière d'agroécologie et de souveraineté alimentaire. Pour ce faire, ce programme met l'accent sur le partage d'expérience entre collectivités françaises et sahéliennes, l'apport d'expertise via des partenaires académiques et associatifs (ISTOM, AFDI Pays de la Loire, Jardins d'Espoirs) et la mise en œuvre de projets pilotes. En collaborant à l'échelle régionale et internationale, en s'appuyant sur une approche transdisciplinaire et multi-acteurs, ce projet se donne pour ambition de contribuer, à son échelle, à lutte contre la désertification au Sahel et d'encourager les échanges et réflexions sur des sujets qui nous concernent tous.



## > Les 10 éléments de l'agroécologie

Schéma : Food and Agriculture Organization 2018:©:FAO

## PRENDRE CONSCIENCE DES ENJEUX PARTAGÉS SUR LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU DANS L'ESTUAIRE DE LA LOIRE ET LE SUD-OUEST DE MADAGASCAR

L'accès à l'eau à Madagascar est l'un des plus faibles au monde et constitue l'un des plus grands défis du pays. Malgré la reconnaissance par l'État malgache de l'importance de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) avec notamment la création d'un ministère de l'EAH en 2008 et d'un cadre réglementaire clair et structuré (Code de l'eau et ses décrets d'application, loi de décentralisation, documents locaux de planification, etc.), les communes, compétentes en la matière, manquent de moyens humains et financiers pour assumer la mission qui leur incombe.

Dans le sud-ouest de Madagascar, le manque d'eau, liée au déficit d'infrastructures mais aussi à une pluviométrie en baisse (effet direct et avéré du changement climatique), a des conséquences immédiates sur le développement économique, l'environnement et la santé des populations.

Trans-Mad'Développement intervient depuis 12 ans pour appuyer les communes du Sud-Ouest malgache dans la structuration d'un service de l'eau. Depuis quelques années et à la demande des populations, l'ONG appuie la création de périmètres maraîchers pour contribuer à la sécurité alimentaire de la zone, en proie aux famines, et à son développement économique. Les conditions climatiques et le besoin important en formation rendent difficile la mise en place de projets agricoles soutenables et pérennes.

Pays de La Loire Coopération Internationale coordonne un projet de coopération décentralisée avec Madagas-

car, en partenariat avec l'ONG Trans-Mad'Développement et des collectivités territoriales de Loire-Atlantique. Ce projet, initié en 2020 en partenariat avec Le syndicat Atlantic'Eau, la ville de la Saint-Nazaire et son agglomération la Carène, le Syndicat du Bassin Versant du Brivet et la commune de Lavau-sur-Loire avait pour objectif d'améliorer la gestion de la ressource en eau dans les communes d'Itampolo et d'Androka, situées dans le Sud-Ouest de Madagascar. Dans cette 1ère phase ce projet aura permis :

- d'accompagner et de renforcer les compétences en coopération internationale des collectivités françaises et malgaches,
- d'améliorer le niveau de connaissance des acteurs publics malgaches sur le fonctionnement de la nappe du sous-bassin par la réalisation d'une étude hydrogéologique,
- d'animer le territoire ligérien par des actions de sensibilisation aux enjeux de l'eau via notamment l'accueil en Pays de la Loire d'une jeune malgache en service civique.

Ce projet se poursuit dans une 2ème phase depuis 2023 et s'est élargi à la thématique de l'agroécologie, ce qui a permis notamment de développer un partenariat privilégié avec l'ISTOM, l'École supérieure d'agro-développement international, située à Angers. L'objectif de cette nouvelle phase est de développer la résilience des territoires français et malgaches face aux dérèglements climatiques, à la rareté de la ressource en eau et à l'appauvrissement des sols. Ce projet de coopération entre le Sud-Ouest de Madagascar (littoral et plateau Mahafaly), les territoires de l'estuaire de la Loire et l'île de la Réunion se décline en 5 axes :

- Créer une communauté de pratiques entre les collectivités françaises dans leur approche de la coopération décentralisée.
- Développer un programme d'actions pour améliorer les conditions d'accès à l'eau potable sur le plateau Mahafaly, dans la commune de Beloha, et sur le littoral dans les communes d'Androka et Itampolo.
- Développer un programme d'actions pour appuyer à la structuration de périmètres maraîcher
- De renforcer le programme d'animation sur les territoires de l'estuaire de la Loire et de la Réunion autour des enjeux de gouvernance, de la disponibilité de la ressource en eau et de sa protection.
- Appuyer les collectivités françaises dans la recherche de financements pour la réalisation d'infrastructures et pour la continuité de la coopération.

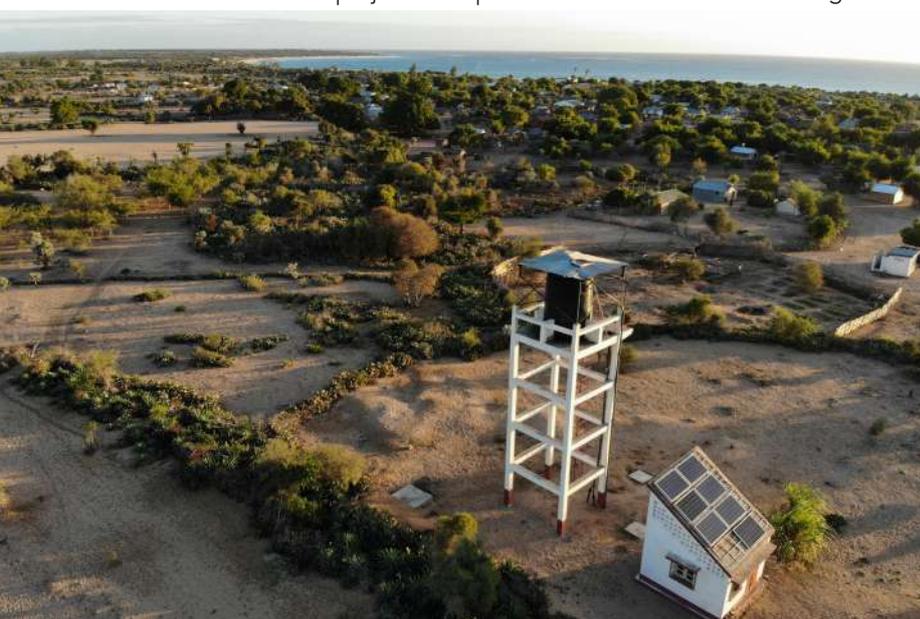


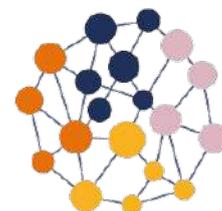
Photo :  
Trans-Mad Développement



## ENTRETIEN

Photo :  
Trans-Mad Développement

# DYNAMISER ET INTERNATIONALISER LE TERRITOIRE À TRAVERS L'ACCUEIL DE VOLONTAIRES



> Dalia Angelicka Marillier,  
Service Civique chez Pays  
de la Loire Coopération  
Internationale

Depuis décembre 2023 et pour la troisième année consécutive, le réseau Pays de La Loire Coopération Internationale accueille une jeune volontaire malgache en mission de service civique international. Cette mission, qui s'inscrit dans le cadre du projet de coopération décentralisée avec Madagascar, a pour objectif de mettre en place des animations et de développer des échanges internationaux sur le cycle de l'eau et l'agriculture durable ici et là-bas. Dalia, qui succède à Mario et à Ange, co-anime des interventions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) auprès de jeunes en milieu scolaire et au sein de structures jeunesse, en partenariat avec

l'ONG 'Trans-Mad' Développement. Elle participe également aux différents événements de promotion de la culture malgache organisés par l'association Hetsika à Nantes. Cette jeune volontaire est déjà engagée à Madagascar ; étudiante à l'Institut Halieutique et des Sciences Marines de Tuléar, membre de l'association Fanilon'ny Madagassikara, elle participe régulièrement à des projets de préservation des ressources naturelles. Forte de cette expérience menée au sein du réseau, Dalia souhaite, à son retour, renforcer son engagement pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique qui touche durement son pays.

”

*Ma mission ici consiste à l'animation et au développement des échanges internationaux sur le cycle de l'eau et l'agriculture durable avec Madagascar.*

## ÉQUIPE

# L'ÉQUIPE DE PAYS DE LA LOIRE COOPÉRATION INTERNATIONALE



**Mathilde Beziau**

Directrice

[mbeziau@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:mbeziau@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Muriel Le Sciellour**

Chargée de mission mobilité internationale

[mlesciellour@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:mlesciellour@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Maud Beguin Allegro**

Chargée de mission ECSI

[mbeguin@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:mbeguin@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Charles Simon**

Chargé de mission accompagnement des collectivités territoriales

[csimon@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:csimon@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Lisa Reigner**

Chargée de mission communication

[communication@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:communication@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Gérald Masson**

Assistant Administratif

[gmasson@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:gmasson@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Bolor Zagdzusem**

Assistante gestion de projets et développement des partenariats

[bzagdzusem@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:bzagdzusem@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Coralie Buonore**

Service Civique

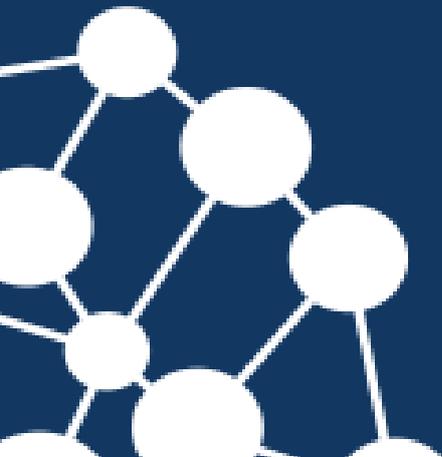
[cbuonore@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:cbuonore@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



**Dalia Marillier**

Service Civique Internationale

[dmarillier@paysdelaloire-cooperation-internationale.org](mailto:dmarillier@paysdelaloire-cooperation-internationale.org)



## PUBLICATIONS

# LES PUBLICATIONS DE PAYS DE LA LOIRE COOPÉRATION INTERNATIONALE

### REVUE MUTUALISÉES

Chaque année Pays de la Loire Coopération Internationale, en coopération avec plusieurs autres réseaux régionaux multi-acteurs, publie une revue portant sur une thématique d'actualité en lien avec les enjeux auxquels sont confrontés les acteurs de la coopération internationale.



Juillet 2019



Juin 2020



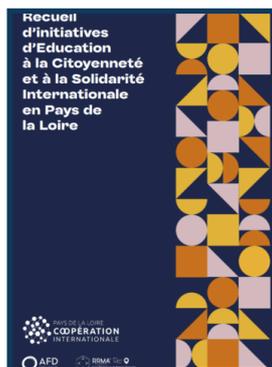
Octobre 2021



Décembre 2022

## GUIDES ET RECUEILS

Ces guides sont conçus pour soutenir les acteurs de la coopération et la solidarité internationale, en les aidant notamment à trouver des financements pour concrétiser leurs projets. Ils offrent également des ressources telles que des outils, des méthodes et des exemples concrets pour aider les organisations à promouvoir les Objectifs de Développement Durable et la solidarité internationale.



## PARTENAIRES

# LA CONFÉRENCE INTERRÉGIONALE DES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS

La Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA) est l'organisation qui regroupe et fédère les RRMA. Elle a pour but de favoriser la mutualisation des projets et initiatives entre les RRMA et les rendre plus visibles auprès de partenaires français comme européens.

Elle veille également à une cohérence des dynamiques conduites par et entre les RRMA, dans un esprit de partage de compétences, tout en respectant les singularités régionales et territoriales.

Elle répond à la nécessité de faire converger les diverses initiatives de coopération et de solidarité internationales menées par les RRMA et, au besoin, de développer des partenariats structurants, avec les réseaux et institutions nationaux.

> Carte des réseaux régionaux multi-acteurs de la coopération et de la solidarité internationales et de leurs antennes en région



> Pays de la Loire Coopération Internationale est soutenu par :



**MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**RÉGION  
PAYS  
DE LA LOIRE**



**angers Loire  
métropole**

communauté d'agglomération



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**SERVICE  
CIVIQUE**

Une mission pour chacun  
au service de tous



**France  
Volontaires**



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**FDVA**

**FONDS POUR LE  
DÉVELOPPEMENT  
DE LA VIE  
ASSOCIATIVE**

**FONJEP**

Fonds de coopération  
de la jeunesse et de l'éducation populaire



programme  
Solidarité-Eau



agence de l'eau  
Loire-Bretagne

Établissement public du ministère  
chargé du développement durable



# Exposition

# Exposition Ukraine

Україна un dessein européen  
європейська мета



  
MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

 **COOPERATION**  
Nouvelle-Aquitaine

 **Lianes coopération**

 PAYS DE LA LOIRE  
**COOPÉRATION  
INTERNATIONALE**

